

**REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO**  
**PROJET DE RÉOUVERTURE ET D'ENTRETIEN DES ROUTES HAUTEMENT**  
**PRIORITAIRES ("PROROUTES") –**  
**DEUXIÈME FINANCEMENT ADDITIONNEL (P153836) RÉPONSE DE LA**  
**DIRECTION À LA DEMANDE D'INSPECTION**

**MISE À JOUR LE 27 NOVEMBRE 2017**

En cas de divergence entre la version traduite et la version anglaise, la version anglaise fait foi.
--

1. ***La Direction fournit cette mise à jour de sa Réponse à la Demande d'Inspection pour informer le Conseil et le Panel des développements les plus récents concernant les questions soulevées dans la Demande, et pour résumer les actions que la Banque se propose de prendre immédiatement et au cours des prochaines semaines.*** La Direction a soumis sa Réponse au Panel le 20 octobre 2017. Par la suite, le Panel a visité la zone du Projet du 6 au 11 novembre 2017. A son retour à Washington, le Panel a contacté la haute Direction de la Banque le 14 novembre, et a indiqué qu'elle avait rencontré des cas de grave préjudice, en particulier de violence sexuelle d'un caractère très grave, qui auraient été commise par le personnel du Maître d'Oeuvre et le personnel de sécurité. Le Panel a exprimé sa préoccupation que ces abus peuvent être encore en train de se produire à l'heure actuelle. La Direction a reçu un exposé plus détaillé du Panel le 15 novembre.

2. ***La Direction a pris les allégations de VSBG exprimées dans la Demande très au sérieux.*** Depuis l'enregistrement de la Demande d'Inspection, la Direction a effectué quatre missions de haut niveau (Août, Septembre, Octobre, Novembre) sur le site du Projet pour donner suite à ces préoccupations. Les conclusions des trois premières de ces missions sont résumées dans la réponse de la Direction. Bien que la mission la plus récente (14-21 novembre) a été planifiée avant que la Direction n'ait reçu les observations du Panel d'Inspection, son calendrier a fourni l'occasion à la Direction d'assurer le suivi des informations données par le Panel, ainsi que des informations recueillies auprès de diverses autres sources sur le terrain, notamment auprès des entités de supervision du Projet, des autorités provinciales et locales, des représentants de la communauté et de la société civile, des fournisseurs de soins de santé (en particulier ceux spécialisés dans les Violences Sexuelles et Sexistes (VSBG)), les forces de sécurité (y compris les autorités militaires et les fonctionnaires des Nations Unies), et les allégations des survivants de VSBG.

3. ***Appui aux survivants des VSBG.*** Sur la base des informations fournies par le Panel, la mission s'est entretenue avec deux survivantes présumées de VSBG et les a accompagnés à un prestataire de service pour soutien aux victimes de SGBV. La mission a également rencontré la mère d'une troisième survivante présumée de VSBG identifié par le Panel. La mère a signalé que sa fille avait déjà reçu des services de soutien. Tout en respectant et en protégeant leur confidentialité, la Direction continuera de travailler avec les autorités locales et les fournisseurs de services de soutien aux victimes de VSBG pour s'assurer que les filles ont accès à des soins et à un soutien adéquat. Enfin, la Banque a rencontré le Gouverneur du Nord du Kivu et le Ministre des Infrastructures du Sud Kivu, représentant le Gouverneur du Sud du Kivu, pour lui communiquer la gravité des observations du Panel et s'assurer de l'engagement des autorités locales à faire tout leur possible pour éviter toute forme de représailles contre les plaignants ou victimes

de violences sexuelles et sexistes.

4. ***Rétablissement de l'approvisionnement en eau dans le camp des déplacés.*** La mission de novembre 2017 a aussi suivi d'autres questions portées à l'attention de la Direction par le Panel, y compris l'interruption de l'approvisionnement en eau à un camp de personnes déplacées par le Maître d'Oeuvre. La Banque a été en mesure de confirmer que les services d'adduction d'eau pour le camp de personnes déplacées ont été restaurés et étudié pourquoi il a fallu si longtemps pour rétablir les services, quels effets potentiels ont été générés par l'interruption des services d'approvisionnement en eau, et quelles mesures peuvent être nécessaires pour atténuer ces effets.

5. ***Compte tenu de la gravité du préjudice allégué et des lacunes dans la contrôle du Maître d'Ouvrage et des mécanismes de rapport, la Direction a suspendu les décaissements à l'encontre de toutes les composantes des travaux de génie civil dans le cadre du Second Financement Additionnel (AF2) de ProRoutes, y compris le contrat routier du tronçon Goma-Bukavu.*** La Direction estime que la gestion globale des questions sociales et environnementales n'est pas conforme aux obligations de sauvegardes et exige une action immédiate, en dépit de la nature fragmentaire et parfois contradictoires des informations relatives aux cas présumés de VSBG. Pour aider le Maître d'Ouvrage à corriger les lacunes dans la supervision de sauvegardes, les composantes du Projet qui ne sont pas liées aux travaux de génie civil - la gestion sociale et environnementale, le suivi et l'évaluation ainsi que le soutien institutionnel - continueront d'être financées. En outre, la Banque exigera qu'une ou plusieurs OSC bien qualifiées soient engagées pour entreprendre la surveillance de VSBG auprès des tiers, en lien avec les récentes recommandations du Groupe de Travail Mondial sur les violences sexistes nommé par le président Kim. Les autres contrats des travaux civils dans le cadre du Projet feront l'objet d'une vérification de conformité pour s'assurer d'une gestion sociale et environnementale adéquate. Certaines de ces vérifications sont en cours dans le cadre du plan d'action préalable convenu avec Maître d'Ouvrage et résumé dans la Réponse de la Direction.

6. ***La Direction continuera ses efforts avec les autorités, le Maître d'Oeuvre et les collectivités pour remédier à la situation et ramener le Projet et les contrats individuels en conformité.*** La Direction a travaillé de manière constructive avec le Panel au cours des derniers mois, y compris le suivi des informations que le Demandeur n'avait partagées qu'avec le Panel et non pas avec la Direction. La Direction a également travaillé en étroite collaboration avec les gouvernements locaux, la société civile et la mission des Nations Unies pour le maintien de la paix, qui ont tous un rôle à jouer dans la résolution des problèmes. Plusieurs mesures concrètes ont été prises ou sont en cours pour aider à traiter et prévenir les cas de violences sexuelles et sexistes sur le site de Goma-Bukavu ainsi qu'à d'autres endroits du Projet :

- ***La Direction a informé le Gouvernement de la RDC des graves allégations et a demandé que des mesures légales soient prises en réponse aux plaintes, ainsi que des efforts accrus soient faits pour éviter de nouveaux cas d'abus. Ceci se fait d'une manière qui n'expose pas les plaignants et les victimes à d'autres méfaits associés au risque élevé de représailles.***
- ***La Cellule d'Exécution du Projet (PIU) a œuvré pour aider à s'assurer que le règlement intérieur et le code de conduite du Maître d'Oeuvre intègrent un***

*libellé explicite interdisant aux les travailleurs ne se livrent à l'exploitation sexuelle ou à des violences sexuelles. Tous les travailleurs et le personnel militaire employés par le Maître d'Oeuvre ont été formés sur ces règles renforcées et sur le code de conduite, qui ont été traduits en chinois, en français et en swahili et sont désormais affichés dans toutes les installations du Maître d'Oeuvre.*

- ***La société chargée de l'audit de conformité dans le Projet permettra de vérifier que tous les travailleurs et le personnel militaire ont signé le règlement intérieur et le code de conduite.*** Après avis du consultant international de la Banque mondiale sur les violences sexuelles et sexistes (VSBG), les communautés vivant dans le voisinage immédiat du Maître d'Oeuvre seront informées de l'existence du règlement intérieur et du code de conduite et, en particulier, des dispositions relatives à la prévention de VSBG. La Direction a communiqué officiellement avec la haute Direction du Maître d'Oeuvre, qui a confirmé à la Banque sa volonté de mettre en œuvre toutes les mesures nécessaires pour empêcher les VSBG.
- ***La Direction a travaillé avec les autorités de la RDC et la mission de maintien de la paix des Nations Unies en RDC (MONUSCO) pour améliorer la sélection du personnel militaire affecté à la protection des chantiers à travers une sélection appropriée et pour les former en droit humanitaire.*** Des discussions sont également en cours avec des fonctionnaires des Nations Unies au sujet d'un appui direct de la MONUSCO en vue d'assurer la sécurité dans la zone du Projet.
- Les autorités congolaises avec le soutien de la Direction ***vont sélectionner un ou plusieurs OSC pour entreprendre la surveillance de VSBG*** auprès de tiers dans la zone d'influence de toutes les routes avec le soutien en cours de ProRoutes.
- ***La Direction travaillera avec les autorités de la RDC en les encourageant à avoir une réponse nationale plus large à moyen et long terme dans le traitement de VSBG.*** Dans le court terme, la Direction va élargir le Projet d'Urgence Relatif à la Violence Sexuelle et Basée sur le Genre et la Santé des Femmes dans la Région des Grands Lacs (PVSBG) (P147489) dans la zone du Projet pour apporter un soutien aux victimes de VSBG, que le lien avec le Projet ProRoutes soit ou non établi de façon définitive.

7. ***La Direction continuera de travailler avec le Maître d'Ouvrage et le Panel pour assurer le suivi sur les préoccupations et les allégations soulevées dans la Demande et pour s'assurer que le Projet ne cause pas ou ne contribue pas au préjudice. La Direction invite également le Maître d'Ouvrage à prendre les mesures appropriées en ce qui concerne les exactions potentielles en cours.*** La suspension des décaissements pour tous les travaux de génie civil dans le cadre du projet donne l'occasion au Maître d'œuvre de remédier à la non-conformité avec les exigences de sauvegarde de la Banque et de renforcer la gestion et la surveillance du Projet.